

TRONÇON AUTOROUTIER LARBAÂTACHE-LAKHDARIA

La livraison n'aura pas lieu de sitôt

Le tronçon Larbaâatche (Boumerdès)-Lakhdaria (Bouira) ne sera pas livré de sitôt, notamment au niveau de la carrière de Bouzegza.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Faisant partie du lot centre de l'autoroute Est-Ouest, ce tronçon ne sera pas encore ouvert à la circulation routière, pas durant ce mois en tout cas. C'est ce que le ministre des Travaux publics a laissé entendre, jeudi dernier, en marge d'une visite d'inspection sectorielle dans la wilaya de Blida.

Pour autant, Amar Ghoul s'est montré optimiste quant à la livraison de plusieurs tronçons de l'autoroute à l'est du pays, d'ici quelques semaines. De même, il s'est montré optimiste quant au lancement de plusieurs grands projets autoroutiers, notamment celui des Hauts-Plateaux dès 2012, à charge cependant de bien finaliser les études.

En outre, selon Amar Ghoul, plusieurs tronçons de la future liaison Alger-Ghardaïa, permettant de désengorger la RN 1, notamment entre la Chiffa et Bougezoul, entre Bougezoul et Djelfa, et entre Djelfa et Laghouat, devraient être lancés d'ici quelques mois.

Auparavant, Amar Ghoul avait, dans la wilaya de Blida, inspecté plusieurs projets structurants et de désenclavement dont il a appelé à booster la réalisation. Il s'agit



La complexité des travaux a retardé la livraison dans les délais du tronçon Larbaâatche-Lakhdaria.

notamment des projets de voie de contournement (évitement) de Meftah, la liaison Baba Ali-Bouinan, ainsi que la liaison routière de l'hôpital Frantz-Fanon et du nouveau

pôle universitaire d'El Affroun avec l'autoroute Est-Ouest.

D'autres projets de désenclavement routier et de proximité ont été inspectés, telles la réalisation et la réhabilita-

tion des chemins de wilaya 62 (notamment entre Aïn Romana et Tamezguida), 116 et 61 et l'extension entre Bougara et Al Omara (Médéa).

C. B.

DES HABITANTS DU BOIS DES PINS BRUTALISÉS PAR LA POLICE

La LADDH dénonce

La saga du quartier Bois des pins est loin d'être finie. Dans un communiqué adressé à notre rédaction, la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme, LADDH, condamne les actes de violence commis par la police anti-émeutes à l'encontre d'habitants dudit quartier.

Ces derniers, pour rappel, contestent depuis des semaines la destruction du bois au profit du lancement d'un projet de construction d'un parking à étages.

Selon un témoin relâché par la police, est-il rapporté dans le communiqué, «dans la nuit de mercredi à jeudi, vers 4 heures du matin, les citoyens se sont réveillés par le bruit d'un engin de terrassement. La police anti-émeutes qui a occupé les terrasses et entrées des immeubles, a violemment réprimé les citoyens qui voulaient empêcher la poursuite des travaux».

Selon ce dernier, la police aurait fait usage de gaz lacrymogène, de tirs de sommation à balles réelles et de matraques électriques. Des femmes et des enfants



Les travaux de terrassement ont commencé malgré la contestation des habitants.

auraient également été tabassés. Le témoin rapporte, selon la LADDH, que les policiers insultaient les habitants en répétant «nous sommes payés pour ça».

Les policiers auraient «francisé les portes des appartements et interpellé des individus à l'intérieur même des maisons».

Des mineurs figurent parmi les personnes arrêtées» souligne-t-on. La LADDH dénonce et condamne ces actes qu'elle

qualifie de «dérive policière». La Ligue pour la défense des droits de l'homme s'interroge sur «l'acharnement des autorités à faire taire cette mobilisation citoyenne» tout en considérant que «le citoyen a le

droit de se mobiliser et revendiquer pacifiquement pour la protection de son environnement et pour la préservation des espaces verts».

Synthèse : W. Z.

Rectificatif

Dans l'article paru dans l'édition de jeudi, intitulé «Il a auditionné Djoudi : Les contentements de Bouteflika», une erreur a été commise dans le corps du papier. Au lieu de «... un engagement à hauteur de 286 milliards de dinars...», il fallait lire «un engagement à hauteur de 286 milliards de dollars...».

Nos excuses à nos lecteurs.

C. B.

Le parquet général répond à Bouchachi

Dans sa livraison du 31 juillet 2011, votre journal rapporte les propos de M^e Bouchachi Mustapha, selon lesquels des cadres gestionnaires poursuivis par la justice ont déclaré il y a deux semaines devant le juge avoir fait l'objet de torture de la part des services de sécurité.

Le parquet général de la cour d'Alger tient à rétablir la véracité des faits allégués en précisant qu'au cours de l'audience de la chambre correctionnelle de la cour du 18 juillet 2011, M^e Bouchachi, qui assistait deux cadres gestionnaires poursuivis notamment des chefs d'association de malfaiteurs, corruption et faux, a déclaré à l'audience que ses clients ont fait l'objet de torture au cours de leur garde à vue et que leurs aveux avaient été extorqués par la violence. Il est à signaler que ses clients n'ont fait aucune déclaration de cette nature devant le juge pendant le déroulement du procès.

Par ailleurs, si les faits allégués étaient véritablement fondés, les cadres gestionnaires poursuivis ou leurs conseils pouvaient saisir l'autorité judiciaire compétente comme le prévoit le code de procédure pénale.

Il convient enfin de noter que conformément aux textes en vigueur, tout prévenu peut être soumis à des examens médicaux tout au long de la procédure de la présentation ou de l'incarcération, soit sur sa demande, soit sur réquisition du procureur de la République en cas de nécessité.

S'agissant des clients de M^e Bouchachi, les examens médicaux auxquels ils ont été soumis n'ont révélé aucune anomalie.